

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la Société

Journal de la société statistique de Paris, tome 67 (1926), p. 237-247

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1926__67__237_0

© Société de statistique de Paris, 1926, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N^{os} 7-8-9. — JUILLET-AOUT-SEPTEMBRE 1926

I

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 16 JUIN 1926

SOMMAIRE

OUVERTURE DE LA SÉANCE PAR M. JOHN-HENRI DAL PIAZ, PRÉSIDENT.
ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 19 MAI 1926.
CÉLÉBRATION DU CINQUANTENAIRE DE L'ENTRÉE DE M. YVES-GUYOT A LA SOCIÉTÉ.
NOMINATION ET PRÉSENTATION DE MEMBRES TITULAIRES.
COMMUNICATION DE M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET PRÉSENTATION D'OUVRAGES.
COMMUNICATION DE M. LE D^r ICHOK : « PEUT-ON PARLER, EN FRANCE, D'UNE ÉPIDÉMIE DE SUICIDES ? »

OUVERTURE DE LA SÉANCE PAR M. JOHN-HENRI DAL PIAZ, PRÉSIDENT.

La séance est ouverte à 21 heures, sous la présidence de M. John-Henri DAL PIAZ, président.

ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 19 MAI 1926.

M. le Président met aux voix le procès-verbal de la séance du 19 mai 1926, inséré dans le Journal de juin. Ce procès-verbal est adopté sans observations.

CÉLÉBRATION DU CINQUANTENAIRE DE L'ENTRÉE DE M. YVES-GUYOT A LA SOCIÉTÉ.

M. le Président prend la parole dans les termes suivants, s'adressant tout d'abord à Madame et Mesdemoiselles YVES-GUYOT, qui avaient bien voulu honorer la séance de leur présence :

MESDAMES,

Permettez-moi tout d'abord de vous offrir les hommages les plus respectueux des membres de la Société de Statistique et de vous remercier d'avoir bien voulu accepter notre invitation et notre modeste dîner. La Société de Statistique a des ambitions, mais, ce qui paraîtra étonnant à cette époque où les questions d'argent semblent jouer un rôle si important, elle n'a pas celle d'être riche; nous sommes assez pauvres. Aussi notre dîner peut-il s'en ressentir. Nous nous en excusons, en vous assurant en tous cas que nous vous l'avons offert de tout cœur.

MON CHER MINISTRE,

Nous vous avons convié aujourd'hui pour fêter votre cinquantenaire comme membre de la Société de Statistique. Nous avions pensé tout d'abord à donner à cette manifestation un caractère un peu solennel, mais nous avons renoncé à cette idée,

estimant que vous préféreriez que nous restions dans un cadre plus intime, entre membres de notre Société, sans autres personnalités; c'est donc aujourd'hui une fête familiale dans laquelle les cœurs peuvent s'épancher plus librement et plus complètement. Certes, avec cette formule, un véritable discours serait déplacé, mais je puis, je dois dire en quelques mots quels sont les sentiments de vos collègues à votre égard.

Le fait que vous êtes membre de la Société de Statistique depuis cinquante ans constitue certainement un événement intéressant, puisqu'il prouve que vous avez été admis étant jeune, que vous êtes resté fidèle et que vous avez une bonne et solide santé dont nous vous félicitons vivement.

Mais ce seul fait matériel ne suffirait pas à nous réjouir complètement; il y a plus : ce que nous voulons célébrer aujourd'hui c'est surtout et avant tout votre œuvre à la Société de Statistique. Je ne blesserai aucun des membres de notre Société en affirmant que personne n'a donné une collaboration plus active et plus importante. Il suffit pour s'en rendre compte de voir la liste des communications que vous avez faites et que je tiens à rappeler :

- 1894, Répartition de la propriété non bâtie en France.
- 1896, La publication rapide des statistiques.
- 1897, L'industrie et le commerce en France.
- 1897, Travail, législation internationale.
- 1898, Commerce comparé de la France pendant les deux périodes 1887-1891 et 1892-1896.
- 1902, L'industrie du sucre sur le continent, primes et cartels.
- 1904, Industrie, salaires et droits de douane.
- 1905, Détermination du rapport des subsistances et de la population.
- 1907, Répartition des industries, d'après les résultats des recensements : aux États-Unis, en France et en Belgique.
- 1908, L'or comme facteur économique.
- 1909, Part du capital et du travail dans la production, d'après Rodbertus et Bastiat.
- 1909, Le Port de Paris (Notes sur Paris).
- 1909, Vocabulaire des termes généraux de la statistique.
- 1911, Les capitaux et l'industrie française.
- 1912, Les rapports de la production de l'or et des index numbers de *The Economist* et de Sauerbeck.
- 1913, Le rôle économique des récoltes.
- 1913, Rapport sur les facteurs des prévisions économiques.
- 1914, L'évaluation des propriétés non bâties.
- 1914, Communication sur les élections législatives des 26 avril-10 mai 1914.
- 1915, Le XIII^e Census des États-Unis.
- 1915, Les principes de la paix à venir.
- 1915, Le commerce international pendant la guerre.
- 1916, Le commerce international pendant la guerre.
- 1917, Les ressources et les besoins dans le monde.
- 1918, Les finances de guerre des États-Unis.
- 1919, Conséquences économiques de la guerre aux États-Unis.
- 1920, Le commerce de la Chine.
- 1921, L'étalon monétaire, la monnaie et les prix.
- 1922, Matières premières : la houille, le fer, le pétrole.
- 1923, L'or, appréciation et dépréciation.
- 1924, La valeur et les prix.
- 1925, Les facteurs du pouvoir d'achat.
- 1926, Prévisions relatives aux paiements en nature des réparations et des dettes interalliées.

En parcourant cette liste, on comprend le rôle que vous avez joué et que vous jouez dans notre Société. On peut dire que vous avez traité successivement tous les sujets, d'ordre ou économique, ou financier, ou social, et toujours vous avez apporté dans vos études une conscience scrupuleuse, un souci de l'exactitude et une érudition qui me permettent de dire qu'un recueil de ces communications constituerait une précieuse série de volumes sur l'évolution des temps modernes. Hélas! nous devons attendre pour cette publication d'être plus riches, ce qui ne viendra sans doute que par la générosité d'un donateur que nous attendons toujours.

Vous n'avez à la Société de Statistique que des amis qui sont en même temps des admirateurs de votre belle carrière.

Si vous avez été un journaliste dont les articles étaient attendus et toujours lus avec un très vif intérêt parce que l'autorité de votre personnalité s'y affirmait toujours, et que vous dirigiez réellement l'opinion, vous avez été aussi et pendant longtemps un représentant du pays au Parlement, où vous avez su prendre une place qui vous a valu bientôt les fonctions de ministre des Travaux publics.

Je me rappelle que, pendant vos trois ans de ministère, vous avez réellement travaillé, ce que ne font pas tous les ministres, et que vous avez tenu à agir et à créer une œuvre qui puisse rester après vous. Vous avez du reste réussi, nous le savons tous.

Mais votre esprit de complète indépendance qui a toujours dominé toute votre vie, vous a ramené à reprendre votre rôle d'économiste et à continuer la publication des ouvrages dans lesquels vous avez successivement traité tous les grands sujets, soit de doctrine, soit d'actualité. La liste de ces œuvres est longue et on est édifié quand on la parcourt :

La Science économique (1881); *L'Inventeur* (1866); *Les Préjugés politiques* (1873); *Études sur les doctrines sociales du christianisme* (1873) traduit en allemand par BÉBEL, 4^e édition (1911); *La Prostitution* (1882); *La Morale* (1883); *La Police* (1884); *Lettres sur la politique coloniale* (1884); *Tyrannie socialiste* (1893); *Les Principes de 1789 et le socialisme* (1894); *La propriété* (1895); *Trois ans au Ministère des Travaux publics* (1895); *La Morale de la concurrence* (1896); *La Comédie socialiste* (1897); *Dictionnaire du commerce, de l'industrie et de la banque* (1900); *La Question des sucres* (1901); *Les Conflits du travail et leur solution* (1903); *La Comédie protectionniste* (1905); *La Démocratie individualiste* (1907); *Sophismes socialistes et faits économiques* (1907); *La Crise des Transports* (1908); *Le Commerce* (1908); *La Gestion par l'État et les municipalités* (1911); *L'Industrie* (1914); *Causes et conséquences de la guerre* (1914); presque toutes ces œuvres traduites en anglais et autres langues européennes, y compris le croate (1917); *La Province rhénane et la Westphalie* (1915); *Les Garanties de la Paix* (1917); *Inflation et déflation* (1921); *Les Problèmes de la déflation* (1923); *Politique parlementaire et politique atavique* (1924).

Je veux maintenant rappeler à nos collègues que vous occupez de nombreuses fonctions, en dehors des commissions officielles dont vous faites partie.

Je signale que vous êtes directeur du *Journal des Économistes*; directeur de l'*Agence économique et financière*; président de la Société d'économie politique; ancien président de la Société de Statistique, de la Société de Navigation aérienne, de la Société d'anthropologie; membre honoraire de l'Institut international de Statistique, de l'American Academy of Political and Social Science; membre honoraire de la Royal Statistical Society de Londres, de la Conférence Molé-Tocqueville, de la Société d'économie industrielle et commerciale; membre honoraire du Cobden Club, de l'American Statistical Society, du Political and Economic Club de Londres, de l'American Economic Association; de la Royale Accademia Economico agraria dei Georgofili di Firenze; président honoraire de l'École d'anthropologie.

Et j'en oublie!

Mais la valeur d'un homme ne dépend pas seulement de la valeur de ses ouvrages, du nombre de ses titres ou de l'importance de ses fonctions. Elle dépend surtout de son caractère, de sa force morale.

Votre caractère s'est affirmé toute votre vie par cet esprit d'indépendance dont je parlais et dont vous avez le droit d'être fier, car il est rare. Il suppose un courage véritable, puisqu'il ne peut se conserver qu'en luttant pour la défense de ses idées et de ses convictions. Certes, vous avez eu à lutter toute votre vie, mais vous avez su le faire toujours avec des armes loyales et avec la force que donne la conscience de défendre de justes causes dans l'intérêt de tous et de notre pays.

Vous êtes toujours resté souriant, même dans le feu de la discussion, que vous aimez et où vous savez apporter les arguments solides, appuyés sur des chiffres toujours contrôlés par vous et une connaissance complète des faits et des doctrines.

A notre époque, si troublée par les grands événements qui ont bouleversé le monde et, je puis dire, les idées du monde, vous avez conservé toutes les convictions de votre vie et même votre foi dans cette doctrine du libre échange dont toutes les nations semblent avoir oublié les principes, puisque, au lieu d'essayer de développer les relations commerciales internationales, elles veulent, par des barrières douanières, vivre sur elles-mêmes, ignorantes de la nécessité, pour exister et se développer, de

communiquer avec leurs voisins. Vous proclamez toujours ce que vous estimez la vérité, c'est-à-dire la tendance toujours plus grande à un régime de liberté, que vous voulez non seulement pour les nations, mais aussi pour les individus.

Je m'arrête, car je ne veux, aujourd'hui, que rappeler devant nos collègues de notre Société quelles ont été les grandes directives de votre vie.

Nous avons voulu vous laisser un souvenir de cette manifestation, et les membres de la Société de Statistique vous prient d'accepter une médaille commémorative, exécutée avec un grand talent par M. Herbemont, que je suis heureux de pouvoir féliciter très cordialement.

Ce souvenir est un témoignage de notre admiration pour un collègue que nous considérons comme un érudit, un patriote, un grand Français, qui honore la Société de Statistique et pour lequel nous avons tous des sentiments de très vive et profonde affection.

Aussitôt que les applaudissements qui ponctuèrent le discours de M. le Président ont cessé, notre collègue M. Yves-Guyot prend la parole à son tour :

Monsieur le Président, je suis si confus des paroles trop cordiales que vous venez de prononcer que j'éprouve un grand embarras pour commencer mes remerciements.

MESSIEURS ET CHERS COLLÈGUES,

Je savais que j'étais depuis longtemps membre de la Société de Statistique; cependant j'ai éprouvé quelque surprise quand j'ai appris que le temps couvrait un demi-siècle; immédiatement mes souvenirs ont évoqué quelques-uns des hommes éminents et affables que j'y avais rencontrés et qui sont disparus au cours de ces années : Émile Levasseur qui avait reçu le nom de bon génie de la Société de Statistique, auteur d'un de mes livres de prédilection : *l'Histoire des Classes laborieuses*; Eugène Tisserand, le regretté directeur de l'agriculture, Toussaint Loua, le plus grand des collaborateurs du *Journal de Statistique*; Théophile Ducrocq, le savant auteur du grand traité, de droit administratif qui a rendu à la Société des services administratifs de premier ordre; Clément Juglar, célèbre par sa théorie des crises, dans laquelle il a constaté les effets plutôt que les causes; Fléchet, l'auteur des deux grandes enquêtes agricoles de 1882 et 1892, qui n'ont pas été renouvelées parce que certains critiques en ont tiré d'autres conclusions que celles que désiraient les ministres de l'Agriculture; Léon Say, avec qui je me liai; Bertillon le père, dont le fils Jacques me succéda comme président, et, depuis, A. Coste qui devint trésorier de la Société et lui a laissé un legs important; Émile Mercet, président du Comptoir d'Escompte, financier de premier ordre, qui a fait de même; Yvernès, directeur de la Statistique judiciaire, son secrétaire général; A. de Foville qui a fondé le *Bulletin de Statistique et de Législation comparées* du ministère des Finances, Cheysson, auteur de l'Atlas statistique, brillant et ingénieux; Paul Leroy-Beaulieu, Vannacque, directeur des postes en 1895, qui me précéda comme président; Paul Meuriot dont les travaux si intéressants ont été arrêtés par une mort prématurée; Beaurin-Gressier qui eut l'originalité de faire pour lui-même et de communiquer à la Société une statistique monographique selon le système de Le Play, indiquant le détail de toutes ses dépenses pendant une année. Son exemple n'a pas été suivi. Elle était plus compliquée que celle du chiffonnier qui dit à Le Play qu'il avait bu 4 litres de vin, ni plus ni moins; réponse que Le Play enregistra gravement à son budget : 4 litres $\times 0,50 = 2$ francs par an.

C'est avec émotion que j'ai reçu de M. Barriol la nouvelle que vous attachiez quelque importance à mon long séjour à la Société de Statistique et que je devais me tenir à la disposition de l'habile graveur sur médailles, M. Herbemont, chargé de ciseler mon médaillon. Je ne saurais vous exprimer la reconnaissance que j'éprouve en recevant les marques de sympathie dont vous me comblez. Vous assurez la pérennité à mon profil. La gravure des médailles a une stabilité certaine que nous cherchions vainement dans presque tous les chiffres que nous étudions.

L'immobilité statistique et les approximations.

Comme toutes les sciences, la statistique a eu ses conventions. Autrefois la science allégorique était représentée comme une personne solidement assise et immobile. Albert Besnard se livra à une innovation hardie quand, dans un plafond de l'Hôtel de ville, il en fit une femme élancée, entraînée dans un tourbillon d'étoiles.

Aujourd'hui on s'accorde à dire : Rien n'est fixe, tout est mobile. Cependant, pendant longtemps, on a voulu rendre permanents les chiffres de la statistique.

Quêtelet avait affirmé comme un dogme la constance de certains phénomènes : « Triste condition de l'espèce humaine ! Nous pouvons énumérer d'avance combien d'individus souilleront leurs mains du sang de leurs semblables, combien seront faussaires, combien seront empoisonnés à peu près comme on peut énumérer d'avance les naissances et les décès qui doivent se succéder. » Il est certain que le milieu a une influence sur les individus ; mais le milieu n'est pas invariable, et les faits prouvent que, sauf quelques exceptions comme la Russie, il y a eu depuis un siècle des améliorations qui ont renversé le *fatum* de Quêtelet.

Sans endosser ce système, on faisait abstraction des variations inévitables dans certaines statistiques. De 1827 à 1847, en France, pendant vingt ans, les prix donnés aux marchandises dans les tableaux du commerce extérieur restèrent invariables sous le nom de valeurs officielles.

Encore maintenant nous avons vu et nous voyons les pouvoirs publics chercher la fixité des prix, essayer d'établir judiciairement un prix normal, revenir à la vieille conception scolastique du juste prix. Mais les prix ont pour caractéristique d'être d'autant plus mobiles que l'activité économique est plus grande. Ils sont toujours en équilibre instable.

Les pulsations des prix sont les preuves de la vie économique. Leur arrêt en indique le coma.

D'après la définition de Léon Say, la statistique est la science des dénombrements et de l'emploi de leurs données ou, selon Fernand Faure, de la coordination des chiffres obtenus.

Les dénombrements s'appliquent aux choses, aux personnes, et aux faits et presque toujours à des qualités variables. Le dénombrement de la quantité de personnes existantes n'est pas le même le soir que le matin, et la proportion des sexes, des enfants, des vieillards, des adultes a changé. De même pour les statistiques des prix, des déplacements des marchandises. La statistique n'atteint donc que des approximations ; mais les statisticiens cherchent à les rendre de plus en plus serrées.

On raille volontiers la statistique, mais le plus souvent les erreurs qu'on lui impute viennent de bousilleurs de la statistique qui n'y connaissent rien et disent avec d'autant plus d'aplomb : Ce sont des chiffres cela !

Les statisticiens véritables font, au contraire, la critique des chiffres et examinent comment et par qui ils ont été obtenus ; dans quel but ils ont été recherchés, et l'usage qui en a été fait. Ils tâchent de dépister tous les coefficients d'erreur pour les éviter soit dans l'établissement des chiffres, soit dans leur interprétation.

— Ce sont des chiffres, cela !

Et voici une preuve que la réalité peut être en complète contradiction avec les apparences résultant des chiffres. La diminution de la population dans une ville est considérée comme un signe de décadence.

Voici une ville qui :

En 1801	comptait	128.063	habitants.
— 1861	—	112.000	—
— 1881	—	50.526	—
— 1891	—	37.702	—
— 1901	—	26.923	—
— 1911	—	19.657	—
— 1921	—	13.706	—

Ce sont des chiffres, cela ! Quelle décadence ! Cette ville apparaît immédiatement comme un désert. Pas de doute possible ; et cette ville, c'est la cité de Londres.

Seulement le recensement a lieu à 10 heures du soir ; et on n'y trouve que les concierges, et les gardiens.

Instrument politique et déontologie statistique.

Mais nous ne devons pas nous dissimuler que la statistique a fréquemment servi d'instrument politique ; et, dans ce cas, elle n'a été le plus souvent qu'un mensonge.

Dans le discours préliminaire de son *Traité d'Économie politique*, J.-B. Say dit : « Le ministre de l'Intérieur en France, dans son exposé de 1813, à une époque de désastre où le commerce était ruiné et les ressources en tous genres dans un déclin

rapide. se vantait d'avoir prouvé par des chiffres que la France était dans un état de prospérité supérieur à tout ce qu'elle avait éprouvé jusque-là. »

Quelquefois, les fonctionnaires chargés d'établir les statistiques ont dû opposer une résistance héroïque à des exigences de ministres et d'hommes d'État qui leur demandaient des chiffres complaisants.

Sous ce rapport, l'*Institut international de Statistique* a une utilité incontestable. Par son contrôle, il oblige à une déontologie statistique — je n'en citerai qu'un exemple. Notre regretté collègue, Alfred Neymarck, avait été chargé en 1894 d'un rapport périodique sur les *valeurs mobilières* dans le monde.

Il l'a fait pendant près de vingt ans, avec quel scrupule, je n'ai pas besoin de le rappeler. Au commencement la statistique allemande tenta d'ajouter à ses valeurs mobilières les effets de commerce. Naturellement Neymarck élimina cette adjonction destinée à en grossir le chiffre par l'appoint d'un élément parasite.

Si les hommes politiques doivent renoncer à faire faire de fausses statistiques, quand la statistique vraie leur donne des déceptions, la plupart ne se font pas scrupule d'agir avec elle, avec une désinvolture naïve qui, en général, tourne à leur confusion.

Mais ils ne sont pas les seuls. Des hommes distingués qui peuvent avoir des scrupules dans la vie ordinaire et qui ont de l'expérience se laissent entraîner à des affirmations stupéfiantes. J'ai cité en 1924 l'évaluation faite du profit du cultivateur de betteraves de 1920 à 1922; pour les trois années, il était donné comme de 16^f 80, soit de 5^f 60 par an et le nombre des cultivateurs avait augmenté!

Fervents de la statistique.

La statistique a de dangereux fervents.

Les interventionnistes lui font de grands appels. Les socialistes font reposer tout l'avenir de leur organisation sur la statistique, qui donnera satisfaction aux besoins de tous en approvisionnant constamment chaque ville, chaque bourg, chaque canton, juste d'assez de grains, d'assez de viande, d'assez de volaille, d'assez de poissons, d'assez de carottes et de navets pour que chacun ait la ration alimentaire qui lui conviendra; d'assez de chaussettes, de draps, de chemises, pour que chacun soit abondamment pourvu sans qu'il y ait d'excédent ou d'insuffisance.

Je suis membre, depuis sa fondation, du *Conseil de la Statistique générale* de la France et, chaque année, j'ai pu constater les contradictions suivantes : que le Parlement tient peu de compte des besoins du service de la *Statistique générale* de la France pour établir ses chiffres, faire les enquêtes nécessaires pour les contrôler et, enfin une fois acquis, pour les publier et les répandre rapidement.

Les fervents restent indifférents à l'entretien de cet instrument dont ils prédisent des merveilles. S'ils ont la foi, elle reste passive et attend tout de la grâce et du miracle.

Cette contradiction suffirait pour jauger le sérieux de cette conception du retour au système pourvoyeur... Mais des faits d'une ampleur qu'on n'aurait pas pu prévoir en ont démontré la vanité. Il n'y a pas besoin de citer les essais de ravitaillement faits par les divers États. Les Bolchevik, en adoptant la nep, ont reconnu eux-mêmes la vanité de leurs expériences communistes.

Majorité apparente et minorité réelle.

Quand des membres du Parlement attaquent la statistique, ils ressemblent au naïf qui coupe la branche sur laquelle il est assis. Ils n'existent qu'en vertu d'une opération de statistique. Ils y siègent parce qu'ils ont eu une majorité, et ils décident à la majorité. Le vote est acquis : c'est le droit du nombre.

Mais ce droit du nombre, où est-il? Tel législateur qui parle en son nom avec tant d'arrogance, qui représente-t-il? La minorité des électeurs de sa circonscription.

Aux élections de 1906, Émile Macquart a raconté que la majorité n'était pas du côté des élus; et après celles de 1910, M. Paul Meuriot a prouvé que de 1876 à 1910, inclusivement, dans toutes les élections, sauf celles de 1877, les voix non représentées étaient plus nombreuses que les voix représentées. En 1910, sur 580 sièges électoraux, il n'y en avait que 95 dont les élus représentaient la majorité des électeurs inscrits et 72,67 % du nombre des votants. Mais ces circonscriptions ne comprenaient que 1.760.000 électeurs, tandis que le reste des circonscriptions en comprenait 9.570.000 et 7.447.000 votants. Leurs députés ont été élus par 3.968.000 suffrages, soit 53,34 %, mais la proportion des voix non représentées était de 59,63 %, soit

en majorité. Du reste, en Angleterre, les candidats élus ne représentent que 43,36 % d'électeurs; en Allemagne, une moitié du Reichstag représentait 34 % et l'autre 65,90 % des électeurs.

Les deux tours de scrutin comportent l'intervention d'une minorité d'appoint; et le député qui a besoin de la retrouver aux élections suivantes vote souvent pour elle et non pour la majorité qu'il avait obtenue au premier tour.

Sous le couvert de la majorité, ce sont des minorités qui gouvernent.

Ainsi, sous le régime dit majoritaire, la représentation parlementaire, dit M. Meunier, exprime la minorité du corps électoral.

Cette constatation doit inspirer la prudence et l'esprit de tolérance; en même temps elle est rassurante. La tyrannie des majorités n'est le plus souvent que la tyrannie des minorités. Et le jour où la majorité voudra être active, elle imposera sa politique.

Le droit de l'index number.

Un instrument statistique, l'*index number du coût de la vie*, a engendré un nouveau droit, d'après lequel les salaires, les appointements, les pensions ne doivent point être inférieurs au chiffre qu'il marque. Les *index numbers* sont établis d'après les prix de détail difficilement contrôlables et le Service de la Statistique générale a soin de ne pas en prendre la responsabilité.

Mais ces documents seraient-ils d'une certitude rigoureuse, que les conséquences qu'on en tire sont inadmissibles. Le salaire ne peut avoir qu'une seule norme : c'est la productivité du travail.

Quand on y fait entrer d'autres éléments, on arrive, comme en Grande-Bretagne, au chômage et à la tentative de grève générale des mineurs.

Mais le droit de l'*index number* doit s'appliquer à tous, aussi bien à ceux qui reçoivent qu'à ceux qui paient.

Si l'indication de l'*index number* implique augmentation pour le fonctionnaire, le contribuable dont il indique la diminution des ressources a aussi le droit de l'invoquer pour réclamer un dégrèvement. Si l'*index number* implique augmentation pour le pensionné, le rentier qui a confié son épargne à l'État pourrait réclamer de son côté.

L'argument fourni par l'*index number* est à double détente.

Bastiat et Rodbertus.

J'ai eu, de 1907 à 1910, une terrible polémique comme longueur de temps et insistance avec un traducteur de Rodbertus à propos de la formule de Bastiat : « A mesure que les capitaux s'accroissent la part absolue des capitalistes dans les produits totaux augmente et leur part relative diminue. Les travailleurs voient augmenter leur part dans les deux sens. »

— C'est faux, répétait le traducteur de Rodbertus, car Rodbertus a dit : « Le machinisme abaissera les salaires, provoquera le chômage et la main-d'œuvre recevra de moins en moins. »

A la Société de Statistique, en 1909, Barriol, avec son autorité de mathématicien, vint à mon aide en se servant du relevé industriel des États-Unis en 1905. Il montra dans un petit tableau que de 1890 à 1905 le salaire par ouvrier avait augmenté de 48 %, tandis que le taux acquis par le capital n'avait augmenté que de 7,1 %. Les capitalistes n'avaient pas perdu, mais c'était leur part qui avait proportionnellement diminué et celle des ouvriers augmenté. Mais le traducteur de Rodbertus refusa de voir ces chiffres et il me sommait encore, en 1910, de reconnaître que « le machinisme abaisse les salaires ». J'avais beau lui montrer que partout il les avait relevés. Il me répondait : Rodbertus a dit et les faits ne pourraient pas plus infirmer sa parole que celle d'Allah.

Le traducteur de Rodbertus s'imaginait que Barriol et moi, nous ne voulions que donner une illusion aux ouvriers.

Telle n'est pas la méthode des économistes, dits libéraux. Loin de donner des illusions aux uns ou aux autres, ils ne doivent chercher que la vérité.

C'est là ce qui les sépare de ceux qui promettent, à la manière des anciens rois, de faire le bonheur du peuple.

Ce qu'ils réclament pour tous, c'est la liberté, c'est-à-dire la faculté laissée à chacun d'agir pour obtenir le genre de satisfaction qui lui plaît.

Je dis que c'est là la véritable économie du bien-être. Car elle assure à chacun la possibilité de s'assurer celui qui lui convient : et le bien-être est subjectif.

Les affirmations mercantiles.

Les chiffres du commerce extérieur ont subi les interprétations les plus erronées et les plus nuisibles. Elles n'ont pas encore complètement disparu, même dans les pays les plus avancés en évolution. Elles ont pour point de départ ce dogme : un pays s'enrichit en prenant l'argent ou l'or d'un autre pays qu'il ruine en lui vendant des marchandises.

On entend répéter des phrases qui datent du temps de Colbert et surtout du temps de la Restauration ; et dans les milieux officiels de tous les pays, on continue à inscrire l'importation comme déficit et à considérer qu'une nation doit se suffire à elle-même alors que le café, le chocolat, le thé, la chemise de coton, le mouchoir de poche, le vêtement que nous portons, une partie du blé que nous consommons sont composés des produits ou sont fabriqués avec des matières premières venant de l'étranger.

Des hommes qui peuvent avoir des scrupules en toute autre matière agissent, quand il s'agit du commerce extérieur, avec une désinvolture qu'ils avouent eux-mêmes.

Rouvier m'a raconté qu'un jour, ayant vérifié les chiffres lancés à toute volée par Pouyer-Quartier, il lui avait dit après la séance : « Je n'ai pas pu faire coordonner vos chiffres. » Pouyer-Quartier lui répondit avec un large rire et un large geste : « Qu'importe ! l'effet est produit. »

En 1903, au moment où M. Joe Chamberlain lançait sa *Tariff Reform*, il avait demandé des *memoranda* au *Board of Trade*. Quand ce formidable et utile travail fut terminé, il le tint pour non avenu du moment qu'il ne lui fournissait pas les projectiles sur lesquels il comptait pour écraser les *Free Traders*.

En 1903, les relations politiques étant devenues bonnes avec l'Italie, un député, M. Debussy, déclara qu'il fallait remplacer « la prohibition hygiénique » par une augmentation de droits sur la viande, en affirmant que si du bétail italien entraînait en France, le bétail français baisserait de 100 francs par tête et qu'il en résulterait une perte de 700 millions.

Or, jamais le bétail italien n'a « envahi » la France. Il eût été impossible à M. Debussy de justifier son évaluation. Cette affirmation suffit pour faire voter la loi du 31 juillet 1903, frappant de 50 francs au tarif général et de 35 francs au tarif minimum le quintal de viande fraîche de bœuf et de mouton.

La balance du commerce favorable.

De 1862 à 1917, la Grande-Bretagne a joui du libre échange absolu et elle a eu toujours une balance dite défavorable. Cela faisait supposer qu'elle vivait sur son capital et son capital ne cessait d'augmenter ; mais elle en répandait une partie au dehors. C'était sa force. Les intérêts et les remboursements lui venaient sous forme de marchandises qu'en fait elle n'avait pas à payer ; et elle les recevait à leur pleine valeur, car ils n'étaient pas arrêtés par des droits protecteurs.

La France aussi, exportatrice de capitaux, avait une balance dite défavorable ; mais par des droits de douane, ses gouvernants essayaient de supprimer une partie des bénéfices qu'elle représentait.

Aujourd'hui, le même fait se passe aux États-Unis. Ils ont eu une balance dite favorable tant qu'ils ont été importateurs de capitaux. Aujourd'hui, devenus exportateurs de capitaux, la balance tourne, à la grande satisfaction des économistes et des banquiers. Le grand journal de la Bourse de New-York, le *Wall Street Journal* dit : Qu'est-ce qu'une balance favorable ? et il répond : « Celle où un excédent des importations prouve que les débiteurs étrangers de la nation paient leurs intérêts et font face au remboursement de leurs dettes. »

En même temps, au congrès de Washington, les hommes politiques, surtout du parti républicain, font tous leurs efforts pour repousser les importations favorables ; cependant ils exigent que les étrangers paient leurs dettes.

Et comment ? avec quoi ?

C'est la même contradiction que celle qui existait en France quand elle était créditrice partout.

L'exportation des capitaux.

Dans cet heureux temps, nos débiteurs nous envoyaient leurs intérêts surtout sous forme de marchandises.

En 1909, le Président du Conseil déclara : « L'or de notre pays ruisselle sur le monde entier et il n'en reste pas assez dans le pays lui-même. » Cette phrase appartenait au vocabulaire bullioniste.

Tous les échos répétèrent : « Il n'y a plus en France d'argent pour l'industrie. » Et il fut de mode de dénoncer les capitalistes, en fait les épargnants, comme des ennemis de la France.

J'ai combattu ces affirmations en prouvant dans une communication faite à la Société de Statistique, par des documents irréfutables, que les capitaux ne manquaient pas à l'industrie. Personne n'essaya de contester.

L'or dans le commerce international.

Le Président du Conseil se faisait l'interprète du préjugé populaire dans sa phrase : « L'or ruisselle sur le monde entier. » Et, en fait, nous importions plus d'or que nous n'en exportions, comme l'a prouvé l'encaisse de la Banque au moment de la guerre.

En temps normal, les différences payables en or n'intervenaient que pour des quantités insignifiantes. Le commerce entre l'Angleterre et les États-Unis était celui qui en provoquait le plus grand déplacement, et il n'atteignait pas 1 % de la valeur des marchandises.

Actuellement le change ne joue un grand rôle dans le commerce international que par suite de la dépréciation du papier-monnaie.

Lors du premier emprunt de l'État à la Banque en 1915, dans une note du *Journal des Économistes*, je manifestai l'appréhension de l'inflation. A un pareil moment, elle ne pouvait être que discrète. Dans la séance de janvier 1917, à la Société d'économie politique, que je présidais, par une communication de M. Raffalovich, d'accord avec son secrétaire perpétuel, Emmanuel Vidal, d'accord avec tous nos collègues, nous jetâmes un cri d'alarme. Hélas ! les consuls ont été sourds au *Caveant*, surtout pendant l'année qui a suivi la guerre. Maintenant, les questions monétaires dominent toutes les préoccupations économiques ; avant la guerre, elles n'avaient qu'un rôle secondaire. La monnaie n'était qu'un véhicule de valeur.

Les récoltes et les crises.

On n'attribuait pas assez d'importance aux récoltes dans les phénomènes économiques. En 1913, j'en ai montré le rôle prépondérant. L'agriculture est toujours la plus grande industrie du monde ; mais elle est soumise à des aléas météorologiques, jusqu'à présent difficiles à prévoir et impossibles à conjurer. Il suffit du plus ou moins de pluie au Texas, à telle époque plutôt qu'à telle autre, pour provoquer les plus grandes variations dans la production du coton. De la mousson du sud-ouest dépend la récolte du blé dans l'Inde, et enfin, dans nos climats mêmes, nos récoltes sont soumises à des aléas de tout genre.

A la suite d'une mauvaise récolte, le cultivateur ne rentre pas dans ses frais ; au lieu d'avoir des ressources nouvelles lui permettant des achats, il est obligé de s'en procurer, ou tout au moins de restreindre ses achats et il n'a pas de capital disponible. Or, les crises ne résultent pas de l'excès de production, comme on le prétendait : c'est la destruction des capitaux, comme en cas de guerre ; l'immobilisation des capitaux circulants, en chemins de fer, en grands travaux, en constructions, la non-récupération des capitaux engagés dans une culture. Le pouvoir d'achat fait défaut ; les débouchés sont restreints ou sont fermés jusqu'à la reconstitution partielle ou complète de ces capitaux immobilisés par l'usage qui en a été fait ou leur remplacement.

Ce n'est pas le désir de consommer qui fait défaut ; c'est le pouvoir d'achat.

Et les renseignements fournis par les banques et les économistes des États-Unis ont donné une complète confirmation de la loi des débouchés de J.-B. Say : les produits s'échangent contre des produits. Tout produit réalisé provoque un achat. L'évolution économique est en raison des produits susceptibles d'échange. S'il y a pléthore d'objets d'usage courant sur un point, ce n'est pas dû à l'excès de production. La cause est le manque d'objets à donner en retour.

Caractères de la prospérité.

Quand il s'agit de constater la situation économique d'un pays, les statisticiens éprouvent une difficulté ; ils sont obligés de se servir de l'unité monétaire qui indique les rapports des choses et des services ; il en résulte que plus les chiffres sont élevés, plus la situation paraît bonne ; la supériorité économique d'une nation semble ainsi résulter du haut prix de ses ressources et non de leur abondance.

Et cependant, tous les efforts de la science, de l'industrie, des transports, du

commerce, de la Banque, ont pour objet de diminuer les résistances, le temps et les frottements, de réaliser l'économie de l'effort dans les petites comme dans les grandes choses, par conséquent d'abaisser les prix.

Ce ne sont pas les prix élevés qui prouvent la prospérité économique d'une nation : *c'est l'abondance des choses et la facilité des services. Et le bon marché augmente le pouvoir d'achat de chacun.*

Ce sont ces éléments que le statisticien doit s'attacher à mettre en relief pour déterminer l'évolution économique d'un groupe ou d'un pays.

Le bilan.

Les auteurs d'un traité de comptabilité ont pris pour préface quelques lignes de mon livre sur l'*Industrie* que je vous demande la permission de vous lire :

« Ces cheminées qui fument, ces formidables laminoirs qui mâchent des masses d'acier; ces locomotives qui, pesant plusieurs dizaines de tonnes, en entraînent des centaines; ces navires, mus par des milliers de chevaux-vapeur, portant des foules de passagers à travers les brumes et les tempêtes; ces milliers de broches qui tournent, de métiers qui s'agitent avec un bruit rythmique; ce chronomètre réglé à un centième de seconde; ce diamant habilement serti dans un anneau de platine et précieusement enfermé dans une petite boîte capitonnée; cette robe pimpante qui sort d'un magasin de la rue de la Paix et ce chapeau tumultueux qui excite l'orgueil de celle qui le porte, l'étonnement, l'admiration ou le rire de ceux qui le regardent; tous ces objets formidables ou délicats, bruyants ou discrets, terribles ou gracieux, n'existent que pour aboutir, chacun de son côté, à un homme tranquille et attentif qui, placé dans un bureau silencieux, relève des chiffres sur ses livres pour déterminer l'état de toutes les valeurs actives et passives des industriels ou des commerçants qui ont mis toutes ces choses en œuvre ou en mouvement et établir la *bilancia*, mot italien qui signifie la balance et dont nous avons fait bilan. Cette activité, cette agitation, ces soins, ces efforts s'expriment pour chaque entreprise, au bout de l'année, par l'alternative de deux mots : actif et passif; de deux chiffres : profits ou pertes. »

C'est le commencement et la fin de toute activité industrielle et commerciale; en fait, de toute activité humaine.

Bentham avait raison de donner à chacun le conseil d'établir et de prévoir toujours le bilan de ses actions. Si les êtres humains suivaient ce conseil, que d'actions mauvaises, de violences, d'imprudences seraient évitées dans la vie des particuliers et surtout dans les vies publiques. Si Napoléon avait subordonné sa politique à un bilan, il aurait prévu qu'elle en détruisait la matière première indispensable, le soldat et l'instrument qu'il avait reçu de la Révolution, l'armée. Si Guillaume II avait fait le bilan du coût de l'hégémonie de l'Empire allemand, il n'aurait pas déchaîné la guerre de 1914. Si les électeurs, avant les scrutins, étudiaient en comptables attentifs les gains et les pertes probables de telle ou telle politique, si les hommes politiques, membres des Parlements et des Gouvernements, faisaient précéder leurs actes de l'investigation patiente, obscure, silencieuse, persévérante qu'exigent la détermination et la prévision des faits, au lieu de se laisser entraîner par des mots qu'ils prennent pour des choses et par des illusions qui, souvent, ne sont pas plus solides que des bulles de savon, les peuples ne seraient pas chargés de dettes, écrasés sous des milliards d'inflation, dont la valeur est en raison inverse de la grosseur de leur chiffre.

Si les mineurs de la Grande-Bretagne faisaient leur bilan, ils comprendraient qu'une industrie ne peut travailler à perte d'une manière permanente et que le reste de la nation ne peut être astreint à payer un tribut à un groupe de salariés, si important qu'il soit, pour lui assurer des salaires plus élevés et des heures de travail plus courtes que ne le comporte la valeur de leur produit.

Ils comprendraient aussi que le Ca'Canny (ne te presse pas), la lenteur dans le travail, le refus de se servir des outils perfectionnés, le malthusianisme économique ne sont pas des éléments de l'élévation des salaires et de demande de main-d'œuvre; mais qu'en augmentant le prix de revient, ces procédés éloignent les acheteurs.

Le bilan leur apprendrait qu'une industrie n'a qu'un facteur de prospérité : c'est la grandeur de ses débouchés.

Je vous convie à espérer, Messieurs et chers Collègues, que cette comptabilité générale qui s'appelle la statistique, jouera un rôle de plus en plus grand dans la mentalité de tous les producteurs, salariant et salariés, dans les décisions d'ordre public aussi bien que dans les décisions des particuliers.

Ayons la conviction optimiste que notre méthode, nos travaux, nos efforts, contribueront à substituer aux conceptions subjectives des réalités, qui remplaceront, dans les bilans des peuples, par un solide actif intellectuel, moral et matériel, le lourd passif qui frappe l'évolution humaine de tant d'arrêts de développement.

Je m'excuse, Messieurs et chers Collègues, d'avoir parlé si longtemps de questions qui vous sont familières. Dans un jour comme celui-ci, j'ai cru pouvoir me permettre de repasser les études auxquelles je me suis consacré. Je ne regrette pas d'avoir donné dans mes travaux la première place aux questions économiques, et j'ai la satisfaction, quelquefois amère, de constater que les faits n'ont pas cessé de confirmer mes prévisions et les doctrines que j'ai soutenues. L'aide que j'ai trouvée dans les travaux de la Société de Statistique et dans le concours de mes Collègues y a contribué pour une large part.

NOMINATION ET PRÉSENTATION DE MEMBRES TITULAIRES.

M. le Président annonce que les candidatures présentées dans la dernière séance n'ont soulevé aucune observation. En conséquence, MM. OLLIER, JOAO DE LYRA FAVARES sont nommés membres titulaires.

D'autre part, M. le Président fait savoir qu'il a reçu les demandes d'admission suivantes au titre de membres titulaires :

M. Lucien GAUTHIER, ingénieur des Arts et Manufactures (E. C. P.), entrepreneur, 134, rue de Noisy-le-Sec, à Bagnolet (Seine), présenté par MM. Gauthier et Barriol.

M. Georges ROYOT, attaché au secrétariat général de la Banque de France, membre stagiaire à l'Institut des Actuaire français, 3, place Beaugrenelle (XV^e), présenté par MM. Aupetit et E. Royot.

Conformément aux précédents, M. le Président, d'accord avec le Conseil, pense que la Société pourrait se prononcer immédiatement sur ces candidatures. Aucune objection n'étant présentée, MM. GAUTHIER, ROYOT sont nommés membres titulaires.

COMMUNICATION DE M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET PRÉSENTATION D'OUVRAGES.

M. le Secrétaire général annonce qu'il a reçu pour la Société un certain nombre d'ouvrages dont il donne l'énumération.

Il fait une mention spéciale des ouvrages suivants :

Brésil. — « Aspectos da intervenção official na vida económica do paiz », par notre collègue M. João DE LYRA FAVARES.

Bulgarie. — « Statistique agricole 1923 ». — « Statistique de l'enseignement (années scolaires 1911-1912-1918-1919) ». — « Statistique des coopératives (1921-1922) ».

France. — « A Charles RICHET, ses amis, ses collègues, ses élèves ». — « Nouvelle méthode pour la détermination des prix de revient et la tarification des transports par chemins de fer », par M^{lle} Thérèse LEROY.

Hongrie. — « Mouvement de la population de 1913 à 1918 ».

COMMUNICATION DE M. LE D^r ICHOK : « PEUT-ON PARLER, EN FRANCE, D'UNE ÉPIDÉMIE DE SUICIDES ? »

M. le D^r ICHOK, constatant l'heure tardive, fait connaître qu'il ne lui est pas possible de donner, même en résumé, lecture de sa communication. Il prie ses collègues de vouloir bien se reporter au prochain Journal de la Société, dans lequel elle sera insérée.

La séance est levée à 22^h 30.

Le Secrétaire général,
A BARRIOL.

Le Président,
J. H. DAL PIAZ.